

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUIN 1926.

Projet de loi portant modification des lois sur la contribution foncière, la taxe sur les jeux et paris, la taxe sur les spectacles et divertissements publics ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Les premières dispositions du projet qui vous est soumis réclament de la propriété foncière une contribution extraordinaire qui serait perçue pendant quatre exercices annuels.

La propriété immobilière, bâtie et non bâtie, n'a pas subi la même dépréciation que les autres avoirs. Celui dont la fortune était constituée par des immeubles n'a pas vu celle-ci se réduire à la mesure de la valeur or comme le propriétaire de capitaux en francs convertis en rentes de l'État ou investis dans des entreprises commerciales ou industrielles.

Ces biens sont actuellement, peut-être mieux que d'autres, en mesure de supporter une charge exceptionnelle que les capitaux mobiliers, dont la plupart ne représentent plus la valeur d'avant guerre, et dont le rendement a été fortement atteint.

La taxe extraordinaire, en tant qu'elle est destinée à frapper la propriété foncière, est susceptible d'une application rapide et certaine, et c'est une considération d'ordre capital dans les circonstances spéciales actuelles.

Il suffit de s'en rapporter aux rôles établis, qui fournissent l'indication de la totalité des redevables et la base contributive.

Cette base est le revenu net taxable : celui que le propriétaire retire de son capital investi en l'immeuble, soit sous forme du loyer qu'il obtient d'un tiers ou de lui-même. Il n'est pas inutile, croyons-nous, d'indiquer que cette notion

(1) Projet de loi, n° 318.

(2) La Commission est composée de MM. Hallet, président, Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hoen, Lepage, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere, Wauwermans.

entraîne que si l'immeuble occupé par le propriétaire est grevé d'une hypothèque comme c'est le cas pour nombre des habitations ouvrières construites à la faveur d'emprunts — le revenu foncier soumis à la taxe est la valeur locative, déduction faite des charges hypothécaires.

La différence entre les propriétés bâties et non bâties, quant au chiffre d'additionnels, a fait l'objet d'observations et de discussions très détaillées.

Il a été signalé, pour justifier cette différence, que la propriété non bâtie aurait échappé à la dévalorisation dans des proportions sans doute plus grandes que la propriété bâtie; en outre les loyers de celles-ci ont été l'objet de révisions particulièrement sévères et récentes; elles acquittent des taxes communales et provinciales élevées auxquelles, dans une partie du pays, les propriétés rurales échappent.

En outre, le maximum des taxes actuelles qui peuvent être appliquées au revenu immobilier non bâti est inférieur de 5 % à celui applicable aux propriétés bâties. Après mûr examen, la Commission a estimé que l'on pourrait atteindre le rendement réclamé, tout en réduisant à 75 additionnels la taxe frappant les propriétés non bâties et en diminuant ainsi la différence critiquée.

Le projet de loi met à charge du propriétaire cette augmentation d'impôt. Mais en concordance avec le principe qui justifie le projet — l'accroissement de la rente — il accorde exonération là où le propriétaire n'a pu retirer le bénéfice de la plus value générale à raison de la limitation du taux des loyers. Les propriétaires qui n'auront pas vu le loyer relevé au-dessus de 125 % du loyer de 1914, peuvent réclamer remise de la taxe aussi longtemps qu'elles subissent cette restriction. Si le loyer dépasse ce taux — soit directement, soit indirectement — il en serait ainsi, par exemple, en matière de « baux homologués », la taxe sera due. Le propriétaire demandeur en remboursement devra fournir les preuves de son droit à remise.

La loi consacre de même la remise en faveur des propriétés qui sont occupées ou mises à la disposition d'occupants dans une pensée autre que la recherche d'un revenu par la location.

Telles sont, par exemple, les immeubles des administrations des hospices, du culte, les locaux des écoles libres ou officielles, les cliniques, les salles d'exposition, de conférences, non objet d'une exploitation, etc. La disposition doit être entendue dans un sens large.

La taxe est à charge du propriétaire, peu importe que le bail ait stipulé que les locataires « acquitteront les impôts présents ou futurs, mis ou à mettre » et ce quelle que soit la formule employée.

Cette clause ne pourra sortir d'effets que si le loyer ou fermage est inférieur au triple du loyer ou fermage de 1914. Mais cette faculté de récupération ne peut entraîner division de cotes ni perception directe à charge du locataire.

II

La Commission, dans un but de simplification, de rapidité de perception et de correspondance avec les réalités, vous propose de supprimer l'alinéa 2 de l'article 4 du projet.

Elle propose de porter les additionnels à la taxe sur les automobiles à 50. Les ressources à résulter de cette majoration ont pour conséquence à soustraire les denrées de consommation courante, telles que le sucre, sel, etc., à la taxe susvisée.

III

Les dispositions de l'article 5 relèvent, d'une façon générale, la taxe sur les spectacles ou divertissements et, d'une façon particulière, certaines catégories de divertissements : les dancings. Les recettes à provenir de la majoration de taux devant être attribuées au fonds d'amortissement, l'article 5 § 3 réduit le pourcentage de l'attribution aux communes. Mais les autres dispositions destinées à sauvegarder la situation des communes, insérées dans la loi du 31 décembre 1925 ne sont pas changées.

IV

L'article 6, dans son § 1 modifie les dispositions relatives aux paris dans les concours colombophiles.

Les dispositions des §§ 2 et 3 apportent une innovation en ce qu'elles accordent une reconnaissance — au moins indirecte — aux agences de paris. La proposition avait été antérieurement discutée et repoussée. L'alinéa 3, sans préjuger des mesures de constatation, pose le principe que les jeux pratiqués dans les cercles privés n'échappent pas à la taxe.

V

Les taxes encore existantes au titre de contribution personnelle sont celles sur les domestiques et les chevaux.

La Commission vous propose d'adopter le projet amendé dans les termes des observations ci-dessus.

Le Rapporteur,
WAUWERMANS.

Le Président,
MAX HALLET.

Texte amendé par la Commission.

I. — Contribution foncière.

ARTICLE PREMIER.

Il sera perçu pendant quatre ans, à partir de 1926, au profit exclusif de l'État, des centimes additionnels à la contribution foncière annuelle; ceux-ci sont fixés :

- a) A 75 pour les propriétés non bâties autres que les bois et forêts;
- b) A 50 pour les bois et forêts;
- c) A 50 pour les propriétés bâties

Tekst door de Commissie gewijzigd.

I. — Grondbelasting.

EERSTE ARTIKEL.

Gedurende vier jaar, te rekenen van 1926, worden, uitsluitend ten bate van den Staat, van de jaarlijksche grondbelasting opeentiemen geïnd, ten bedrage van :

- a) 75 voor de ongebouwde eigendommen andere dan bosschen en wouden;
- b) 50 voor de bosschen en wouden;
- c) 50 voor de tot woning of voor

servant à l'habitation ou à l'exploitation.

Il sera accordé remise des dits additionnels : a) pour les immeubles dont le loyer est limité par une loi restrictive et n'est pas augmenté indirectement ; b) pour les immeubles affectés à l'exercice du culte, à l'enseignement ou à une œuvre ne poursuivant aucun but de lucre.

Lorsque l'immeuble est grevé d'hypothèques à raison de capitaux prêtés en vue de sa construction ou de son acquisition, le revenu cadastral est calculé déduction faite de la charge résultant de ces prêts.

ART. 2.

Les additionnels établis par l'article qui précède sont dus par le propriétaire, emphythéote, superficiaire ou usufruitier des biens imposables.

Toute clause contraire *pourra sortir d'effets que si* le loyer ou fermage n'atteint pas en fait le triple en numéraire du loyer ou fermage de 1914. *Lorsque le redevable desdits additionnels est fondé à en réclamer le remboursement aux locataires ou fermiers, celui-ci s'opérera sans intervention de l'Administration des Contributions.*

ART. 3.

Sur les quatre annuités sur la base de l'impôt foncier de 1926 sont acquittées avant le 1^{er} octobre prochain, il sera accordé une réduction de 25 %. Cette bonification sera réduite respectivement à 16 ou à 8 % sur les trois ou deux annuités restant dues si celles-ci sont payées avant le 1^{er} juillet 1927 ou 1928.

een bedrijf dienende gebouwde eigendommen.

Vrijstelling van gezegde opcentiemen wordt verleend : a) voor de onroerende goederen waarvan de huishuur wordt beperkt door eene beperkende wet en niet onrechtstreeks verhoogd is ; b) voor de onroerende goederen bestemd tot de uitoefening van den eeredienst voor het onderwijs of voor een werk zonder winstbejag.

Wanneer het onroerend goed met hypotheek is bezwaard in verhouding tot de voor hun bouwen of aankopen geleende kapitalen, wordt het kadastraal inkomen berekend na aftrek van den last wegens deze leeningen.

ART. 2.

De bij het vorig artikel gevestigde opcentiemen zijn verschuldigd door den eigenaar, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van de belastbare goederen.

Geen strijdig beding kan eenig uitwissel hebben dan bijaldien de huurprijs of de pachtsom feitelijk niet het driedubbel in geldspecie van den huurprijs of de pachtsom, in 1914 bereikt. *Wanneer hij, die gezegde opcentiemen verschuldigd is, gerechtigd is de terugbetaling er van te vorderen van de huurders of pachters, zal die terugvordering geschieden buitende tusschenkomst van het Beheer der belastingen.*

ART. 3.

Indien de vier annuïteiten, berekend naar de grondbelasting voor 1926, afbetaald zijn vóór 1 October aanstaande, wordt 25 t. h. vermindering toegeestaan. Deze vergoeding wordt onderscheidenlijk op 16 op 8 t. h. verminderd op de drie of de twee nog verschuldigd blijvende annuïteiten, indien deze vóór 1 Juli 1927 of 1928 betaald zijn.

II. — *Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.*

ART. 4, § 1^{er}.

Il est établi au profit exclusif de l'État, 50 centimes additionnels à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

Ces additionnels sont applicables à partir de l'année 1926.

III. — *Taxe sur les spectacles ou divertissements publics.*

ART. 5.

§ 1^{er}. Est supprimé le deuxième alinéa du § 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1920 qui prescrit de déduire la taxe sur les spectacles pour établir le montant des recettes imposables.

§ 2. Par modification à l'article 45, § 2, de la loi du 31 décembre 1925, le taux de la taxe sur les spectacles est porté à 20 % pour les recettes quelconques effectuées à l'occasion de bals ou parties de danse organisés dans des locaux autres que les maisons de danse organisés dans des locaux autres que les maisons de danse ou restaurants y annexés, où la taxe de 30 % est applicable.

§ 3. Par modification au § 1^{er} de l'article 8 de la loi du 28 février 1920, la part de la province et de la commune dans la taxe sur les spectacles est réduite respectivement d'un dixième à un douzième et de trois dixièmes à trois douzièmes.

IV. — *Taxe sur les jeux et paris.*

ART. 6.

§ 1^{er}. Est réduit de 100 francs à 75 francs par pigeon et par voyage, le

II. — *Taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen.*

ART. 4, § 1.

Op de taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen, worden, uitsluitend ten bate van den Staat, 50 opcentiemen geheven.

Bedoelde opcentiemen worden, te rekenen van het jaar 1926, toegepast.

III. — *Taxe op de Openbare Vertooningen of vermakelijkheden.*

ART. 5.

§ 1. Wordt ingetrokken, het tweede lid van § 1 van artikel 4 der wet van 28 Februari 1920, waarbij voorgeschreven wordt de taxe op de vertooningen af te trekken om het bedrag der belastbare ontvangsten te bepalen.

§ 2. Met wijziging van artikel 45, § 2, van de wet van 31 December 1925, wordt het bedrag van de taxe op de vertooningen gebracht op 20 t. h. voor om het even welke ontvangsten gedaan bij gelegenheid van bals of danspartijen ingericht in andere lokalen dan danshuizen of de daarbij behorende eetgelegenheden, waar de taxe van 30 t. h. toepasselijk is.

§ 3. Met wijziging van § 1 van artikel 8 der wet van 28 Februari 1920, wordt het deel van de provincie en de gemeente in de taxe op de vertooningen onderscheidenlijk van een tiende tot een twaalfde en van drie tienden tot drie twaalfden verminderd.

IV. — *Taxe op het spel en de weddenschappen.*

ART. 6.

§ 1. Wordt verminderd van 100 frank tot 75 frank per duif en per reis, het

maximum de l'attribution dans les concours colombophiles exonérée de la taxe sur les jeux et paris en vertu du n° 2 du § 1^{er} de l'article 51 de la loi du 31 décembre 1925.

§ 2. Le premier alinéa du § 2 de l'article 53 de ladite loi est complété par les mots « et dans les agences *ad hoc*, qui seront autorisées dans les centres urbains aux conditions fixées par le Ministre des Finances ou son délégué ».

§ 3. La taxe sur les jeux établie par les articles 89 et 90 de la loi du 28 août 1921 et l'article 51 de celle du 31 décembre 1925 est applicable aux cercles privés.

V. — Contribution personnelle.

ART. 7.

Sont portés de 100 à 200 les additionnels en matière de contributions personnelles, établis aux profit exclusif de l'État par l'article 62 de la loi du 31 décembre 1925.

Cette augmentation est applicable à partir de l'exercice 1926.

VI. — Disposition générale.

ART. 8 (nouveau).

Les ressources complémentaires créées par les dispositions qui précèdent sont affectées exclusivement au Fonds d'amortissement et de la Dette publique.

maximum van de toewijzing in duivenprijskampen, vrij van de taxe op het spel en de weddenschappen krachtens n° 2 van § 1 van artikel 51 der wet van 31 December 1925.

§ 2. Het eerste lid van § 2 van artikel 53 van gezegde wet, wordt aangevuld met de woorden « en in de agentschappen daartoe, welke zullen toegelaten worden in de stadscentra, tegen de voorwaarden bepaald door den Minister van Financiën of zijn gemachtigde ».

§ 3. De taxe op het spel, bepaald bij de artikelen 89 en 90 der wet van 28 Augustus 1921 en artikel 51 van die van 31 December 1925, is toepasselijk op de private kringen.

V. — Persooneele belasting.

ART. 7.

Worden van 100 op 200 gebracht, de opcentiemen, in zake personeele belasting ten uitsluitenden bate van den Staat bij artikel 62 der wet van 31 December 1925 bepaald.

Deze verhooging is toepasselijk te beginnen met het dienstjaar 1926.

VI. — Algemene bepaling.

ART. 8 (nieuw).

De bij de voorafgaande bepalingen tot stand gebrachte bijkomende inkomsten worden uitsluitend bestemd voor het Delgingsfonds en voor de Staatsschuld.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 JUNI 1926.

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de grondbelasting, de taxe op het spel en de weddenschappen, de taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden, de taxe op de automobielen en de personeele belasting (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De eerste bepalingen van het ontwerp, dat u wordt voorgelegd, vergen van den grondeigendom eene buitengewone belasting die gedurende vier dienstjaren zou geheven worden.

De gebouwde en niet gebouwde onroerende eigendom heeft niet dezelfde waardevermindering ondergaan als de andere vermogens. Degene, wiens fortuin bestond uit onroerende goederen, heeft deze niet zien verminderen naar de mate van de goudwaarde, zooals de eigenaar van kapitalen in franken, omgezet in Staatsrenten of belegd in handels- of nijverheidsondernemingen.

Deze goederen kunnen thans eene uitzonderlijke belasting dragen, wellicht beter dan de roerende kapitalen, die voor het meerendeel niet meer de waarde van vóór den oorlog vertegenwoordigen, en waarvan de opbrengst in ruime mate is verminderd.

De buitengewone belasting op den grondeigendom is vatbaar voor eene snelle en zekere toepassing, en in de bijzondere omstandigheden van dit oogenblik is dit van hoofdzakelijk belang.

Men kan steunen op de bestaande rollen die de aanwijzing geven van het geheele getal belastingplichtigen en van den grondslag der belasting.

Deze grondslag is het belastbaar zuiver inkomen : het inkomen dat de eigenaar trekt van zijn kapitaal belegd in het onroerend goed, hetzij onder vorm van de huur die hij bekomt van een derde of van hem zelf. Het is niet nutteloos, meenen wij, er op te wijzen, dat deze bepaling medebrengt dat, wanneer het onroerend goed, in gebruik genomen door den eigenaar, belast is met eene hypotheek — zooals dit het geval is voor tal van werkmanswoningen met geleend geld gebouw — het aan de belasting onderworpen grondinkomen de huurwaarde is, verminderd met de hypotheeklasten.

(1) Wetsontwerp, n° 315.

(2) De Commissie bestond uit den heer Hallet, voorzitter, de heeren Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hoen, Lepage, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere en Wauwermans.

Het verschil tusschen de gebouwde eigendommen, wat betreft het cijfer der opcentiemen, gaf aanleiding tot omstandige opmerkingen en besprekingen.

Tot wettiging van dit verschil, werd aangevoerd dat de ongebouwde eigendom waarschijnlijk in een grootere mate aan de waardevermindering zou ontsnapt zijn dan de gebouwde eigendom; bovendien, werden de pachten van den gebouwden eigendom onlangs en op bijzonder ingrijpende wijze herzien; hij betaalt zware gemeentelijke en provinciale taxes waaraan de landeigendom in een gedeelte van België ontsnapt.

Daarenboven beloopt het maximum der bestaande taxes die op den niet gebouwden onroerendeneigendom kunnen toegepast worden, 5 t. h. minder dan dat op den gebouwden eigendom. Na rijp overleg, was de Commissie van gevoelen dat men de gevraagde opbrengst zou kunnen bekomen, zelfs als de taxe op den ongebouwden eigendom op 75 opcentiemen zou teruggebracht worden en als aldus het verschil, waarop kritiek werd uitgeoefend, zou verminderd worden.

Het wetsontwerp legt deze vermeerdering van de taxe ten laste van den eigenaar. Doch, overeenkomstig het principe waarop het ontwerp steunt — de vermeerdering van de rente — wordt vrijstelling toegestaan daar waar de eigenaar het voordeel van de meerwaarde niet genoten heeft wegens de beperking van de prachtprijzen.

De eigendommen, wier huurprijs niet boven 125 t. h. van de huur in 1914 zijn verhoogd geworden, kunnen kwijtschelding eischen van de taxe, zolang zij die beperking ondergaan. Indien de huurprijs dit bedrag overschrijdt, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, zooals, bij voorbeeld, in zake « van gehomologeerde huurovereenkomsten », zal de taxe verschuldigd zijn. De eigenaars-eischer tot terugbetaling zal de bewijzen van zijn recht op kwijtschelding moeten leveren.

De wet huldigt eveneens de kwijtschelding ten bate van de betrokken eigendommen die ter beschikking zijn gesteld van bewoners, met een ander inzicht dan het nastreven van een inkomen door verhuring.

Dit zijn, bij voorbeeld, de onroerende goederen van de openbare besturen, der godshuizen, der erediensten, de lokalen der vrije of officieele scholen, der klinieken, der tentoonstelling-zalen, der conferentie-zalen, welke niet geëxploiteerd worden, enz. De bepalingen moeten in ruimen zin worden opgevat.

De taxe is ten laste van den eigenaar, onaangezien of de huurovereenkomst vermeldt dat de « huurders » de huidige of toekomstige, opgelegde of op te leggen belastingen zullen voldoen, en dit welke ook de gebruikte formule weze.

Dit bedrag kan zijn uitwerksel niet hebben indien de huur- of pachtprijs lager is dan het drievoud van de huur- of pachtprijs in 1914. Doch dit vermogen van terugvordering kan geen splitsing der aanslagen noch rechtstreeksche heffing ten laste van de huurder met zich brengen.

II

Met een doel van vereenvoudiging, van snellere inning en overeenstemming met de werkelijke toestanden, stelt de Commissie u voor alinea 2 van artikel 4 van het ontwerp te doen wegvallen.

De opcentiemen bij de taxe op de automobielen stelt zij voor op 50 te brengen. De uit deze verhooging voort te vloeien inkomsten hebben als gevolg van

er toe bij te dragen de gewone eetwaren, zooals suiker, zout, enz., aan de voorgestelde taxe te onttrekken.

III

De bepalingen van artikel 5 verhoogden over het algemeen de belasting op de vertooningen en vermakelijkheden, en op meer bijzondere wijze sommige soorten van vermakelijkheden, als de dancings. Daar de ontvangsten, die uit deze verhooging voortvloeien, moeten toegekend worden aan het Delgingsfonds, vermindert artikel 5, § 3, het percent dat aan de gemeente wordt toegekend. Maar de andere bepalingen, bestemd om den toestand van de gemeenten te vrijwaren, en die ingelascht zijn in de wet van 31 December 1925, worden niet gewijzigd.

IV

Artikel 6 § 1, wijzigd de bepalingen betreffende de weddenschappen bij de duivenprijskampen.

De bepalingen van §§ 2 en 3 voeren iets nieuws in : zij staan eene althans onrechtstreeksche erkenning toe van de kantoren voor weddenschappen. Het voorstel werd vroeger besproken en verworpen. Het derde lid, zonder op de maatregelen tot vaststelling vooruit te loopen, huldigt het principieel dat de spelen in de private kringen niet aan de taxe ontsnappen.

V

De nog bestaande taxes, ten titel van personeele belasting, zijn die op de dienstboden en de paarden.

De Commissie stelt u voor het ontwerp goed te keuren, met de wijzigingen zooals hierboven aangeduid.

De Verslaggever,
WAUWERMANS,

De Voorzitter,
MAX HALLET.

Texte amendé par la Commission.

I. — Contribution foncière.

ARTICLE PREMIER.

Il sera perçu pendant quatre ans, à partir de 1926, au profit exclusif de l'État, des centimes additionnels à la contribution foncière annuelle; ceux-ci sont fixés :

a) A 75 pour les propriétés non bâties autres que les bois et forêts;

b) A 50 pour les bois et forêts;

c) A 50 pour les propriétés bâties

Tekst door de Commissie gewijzigd.

I. — Grondbelasting.

EERSTE ARTIKEL.

Gedurende vier jaar, te rekenen van 1926, worden, uitsluitend ten bate van den Staat, van de jaarlijksche grondbelasting opcentiemen geïnd, ten bedrage van :

a) 75 voor de ongebouwde eigendommen andere dan bosschen en wouden;

b) 50 voor de bosschen en wouden;

c) 50 voor de tot woning of voor

servant à l'habitation ou à l'exploitation.

Il sera accordé remise des dits additionnels : a) pour les immeubles dont le loyer est limité par une loi restrictive et n'est pas augmenté indirectement ; b) pour les immeubles affectés à l'exercice du culte, à l'enseignement ou à une œuvre ne poursuivant aucun but de lucre.

Lorsque l'immeuble est grevé d'hypothèques à raison de capitaux prêtés en vue de sa construction ou de son acquisition, le revenu cadastral est calculé déduction faite de la charge résultant de ces prêts.

ART. 2.

Les additionnels établis par l'article qui précède sont dus par le propriétaire, emphytéote, superficiaire ou usufruitier des biens imposables.

Toute clause contraire pourra sortir d'effets que si le loyer ou fermage n'atteint pas en fait le triple en numéraire du loyer ou fermage de 1914. Lorsque le redevable desdits additionnels est fondé à en réclamer le remboursement aux locataires ou fermiers, celui-ci s'opérera sans intervention de l'Administration des Contributions.

ART. 3.

Sur les quatre annuités sur la base de l'impôt foncier de 1926 sont acquittées avant le 1^{er} octobre prochain, il sera accordé une réduction de 25 %. Cette bonification sera réduite respectivement à 16 ou à 8 % sur les trois ou deux annuités restant dues si celles-ci sont payées avant le 1^{er} juillet 1927 ou 1928.

een bedrijf dienende gebouwde eigendommen.

Vrijstelling van gezegde opcentiemen wordt verleend : a) voor de onroerende goederen waarvan de huishuur wordt beperkt door eene beperkende wet en niet onrechtstreeks verhoogd is ; b) voor de onroerende goederen bestemd tot de uitoefening van den eeredienst voor het onderwijs of voor een werk zonder winstbejag.

Wanneer het onroerend goed met hypotheek is bezwaard in verhouding tot de voor hun bouwen of aankopen geleende kapitalen, wordt het kadastraal inkomen berekend na af trek van den last wegens deze leeningen.

ART. 2.

De bij het vorig artikel gevestigde opcentiemen zijn verschuldigd door den eigenaar, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van de belastbare goederen.

Geen strijdig beding kan eenig uitwerksel hebben dan bijaldien de huurprijs of de pachtsom feitelijk niet het driedubbel in geldspecie van den huurprijs of de pachtsom, in 1914 bereikt. Wanneer hij, die gezegde opcentiemen verschuldigd is, gerechtigd is de terugbetaling er van te vorderen van de huurders of pachters, zal die terugvordering geschieden buiten de tusschenkomst van het Beheer der belastingen.

ART. 3.

Indien de vier annuïteiten, berekend naar de grondbelasting voor 1926, afbetaald zijn vóór 1 October aanstaande, wordt 25 t. h. vermindering toegestaan. Deze vergoeding wordt onderscheidenlijk op 16 of op 8 t. h. verminderd op de drie of de twee nog verschuldigd blijvende annuïteiten, indien deze vóór 1 Juli 1927 of 1928 betaald zijn.

II. — *Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.*

ART. 4, § 1^{er}.

Il est établi au profit exclusif de l'État, 50 centimes additionnels à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur.

Ces additionnels sont applicables à partir de l'année 1926.

III. — *Taxe sur les spectacles ou divertissements publics.*

ART. 5.

§ 1^{er}. Est supprimé le deuxième alinéa du § 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1920 qui prescrit de déduire la taxe sur les spectacles pour établir le montant des recettes imposables.

§ 2. Par modification à l'article 45, § 2, de la loi du 31 décembre 1925, le taux de la taxe sur les spectacles est porté à 20 %, pour les recettes quelconques effectuées à l'occasion de bals ou parties de danse organisés dans des locaux autres que les maisons de danse organisés dans des locaux autres que les maisons de danse ou restaurants y annexés, où la taxe de 30 % est applicable.

§ 3. Par modification au § 1^{er} de l'article 8 de la loi du 28 février 1920, la part de la province et de la commune dans la taxe sur les spectacles est réduite respectivement d'un dixième à un douzième et de trois dixièmes à trois douzièmes.

IV. — *Taxe sur les jeux et paris.*

ART. 6.

§ 1^{er}. Est réduit de 100 francs à 75 francs par pigeon et par voyage, le

II. — *Taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen.*

ART. 4, § 1.

Op de taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen, worden, uitsluitend ten bate van den Staat, 50 opcentiemen geheven.

Bedoelde opcentiemen worden, te rekenen van het jaar 1926, toegepast.

III. — *Taxe op de Openbare Vertooningen of vermakelijkheden.*

ART. 5.

§ 1. Wordt ingetrokken, het tweede lid van § 1 van artikel 1 der wet van 28 Februari 1920, waarbij voorgeschreven wordt de taxe op de vertooningen af te trekken om het bedrag der belastbare ontvangsten te bepalen.

§ 2. Met wijziging van artikel 45, § 2, van de wet van 31 December 1925, wordt het bedrag van de taxe op de vertooningen gebracht op 20 t. h. voor om het even welke ontvangsten gedaan bij gelegenheid van bals of danspartijen ingericht in andere lokalen dan danshuizen of de daarbij behorende eetgelegenheden, waar de taxe van 30 t. h. toepasselijk is.

§ 3. Met wijziging van § 1 van artikel 8 der wet van 28 Februari 1920, wordt het deel van de provincie en de gemeente in de taxe op de vertooningen onderscheidenlijk van een tiende tot een twaalfde en van drie tienden tot drie twaalfden verminderd.

IV. — *Taxe op het spel en de weddenschappen.*

ART. 6.

§ 1. Wordt verminderd van 100 frank tot 75 frank per duif en per reis, het

maximum de l'attribution dans les concours colombophiles exonérée de la taxe sur les jeux et paris en vertu du n° 2 du § 1^{er} de l'article 51 de la loi du 31 décembre 1925.

§ 2. Le premier alinéa du § 2 de l'article 53 de ladite loi est complété par les mots « et dans les agences *ad hoc*, qui seront autorisées dans les centres urbains aux conditions fixées par le Ministre des Finances ou son délégué ».

§ 3. La taxe sur les jeux établie par les articles 89 et 90 de la loi du 28 août 1921 et l'article 51 de celle du 31 décembre 1925 est applicable *aux cercles privés*.

V. — *Contribution personnelle.*

ART. 7.

Sont portés de 100 à 200 les additionnels en matière de contributions personnelles, établis aux profits exclusifs de l'État par l'article 62 de la loi du 31 décembre 1925.

Cette augmentation est applicable à partir de l'exercice 1926.

VI. — *Disposition générale.*

ART. 8 (nouveau).

Les ressources complémentaires créées par les dispositions qui précèdent sont affectées exclusivement au Fonds d'amortissement et de la Dette publique.

maximum van de toewijzing in duivenprijskampen, vrij van de taxe op het spel en de weddenschappen krachtens n° 2 van § 1 van artikel 51 der wet van 31 December 1925.

§ 2. Het eerste lid van § 2 van artikel 53 van gezegde wet, wordt aangevuld met de woorden « en in de agentschappen daartoe, welke zullen toegelaten worden in de stadscentra, tegen de voorwaarden bepaald door den Minister van Financiën of zijn gemachtigde ».

§ 3. De taxe op het spel, bepaald bij de artikelen 89 en 90 der wet van 28 Augustus 1921 en artikel 51 van die van 31 December 1925, is toepasselijk *op de private kringen*.

V. — *Personeele belasting.*

ART. 7.

Worden van 100 op 200 gebracht, de opcentiemen, in zake personeele belasting ten uitsluitenden bate van den Staat bij artikel 62 der wet van 31 December 1925 bepaald.

Deze verhooging is toepasselijk te beginnen met het dienstjaar 1926.

VI. — *Algemeene bepaling.*

ART. 8 (nieuw).

De bij de voorafgaande bepalingen tot stand gebrachte bijkomende inkomsten worden uitsluitend bestemd voor het Delgingsfonds en voor de Staatsschuld.